

Discours de M. Bruno TERTRAIS
Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Mesdames, Messieurs,

Beaucoup de choses ont été dites aujourd'hui. Je vais essayer de synthétiser les grands « défis » – puisqu'il s'agit du titre de notre table ronde – qui vont se présenter, à mon sens, pour l'Alliance atlantique dans les années qui viennent. J'en ai compté sept, que je n'ai pas hiérarchisés.

Le premier est l'Afghanistan bien sûr. Il s'agit de terminer la mission à un coût acceptable à la fois par nos armées et par nos populations, et avant d'être considérés comme des occupants par la majorité de la population afghane. Ce n'est pas une question de mois, c'est une question d'années. Il faut souhaiter bien sûr que cela ne soit pas un trop grand nombre d'années.

Le deuxième défi porte sur les missions de l'Alliance. Dans les années qui viennent, l'évolution prévisible des menaces va nous conduire à nous préparer collectivement à donner davantage d'importance aux missions article 5 que cela n'a été le cas dans les années quatre-vingt-dix, en raison de l'évolution des risques que nous voyons poindre, qui concernent des pays tels que l'Iran, mais aussi la Russie – sans pour autant, et c'est là qu'est le défi, négliger les opérations de maintien de la paix. L'Alliance devra donc, en quelque sorte, être « au four et au moulin ». Le paradoxe est que l'Alliance a fait son apprentissage militaire à l'envers. Organisation construite pour la défense collective (l'article 5), elle est en fait montée en puissance progressivement dans l'intensité de ses missions : 1992, la surveillance de l'embargo dans l'Adriatique ; 1994, les premières missions de combat ; 1999, comme vous le savez, une opération massive d'imposition de

la paix ; et enfin seulement les premières missions article 5 en 2001.

Troisième défi : ce que l'on recouvre souvent sous le thème de la « transformation » des armées. Il s'agira, et c'est un peu le pendant du précédent, d'améliorer l'aptitude au déploiement rapide et lointain des armées européennes. Certaines ont déjà considérablement amélioré leurs capacités dans ce domaine, d'autres ont encore beaucoup d'efforts à faire. Mais il faudra le faire sans pour autant – et c'est là qu'est le défi – négliger les missions de défense territoriale. Il n'y aura pas de retour à une situation de Guerre froide, mais ces missions comme je l'ai dit pourraient néanmoins gagner en importance par rapport à ce qu'elles étaient dans les années quatre-vingt-dix.

Quatrième défi : assurer la sécurité aux marges de l'Europe. Il s'agira d'envoyer un message clair à la Russie – peut-être dans la lignée de ce qui avait été fait à Copenhague en 1991, où nous avons dit, nous Alliés, que la sécurité de tous les pays de l'espace euro-atlantique étaient une préoccupation majeure pour l'OTAN. Il ne faudra ni « fermer le club », ni acquiescer à un élargissement précipité. Je voudrais ici rassurer certains de mes amis analystes ou commentateurs dans ce domaine, qui fantasment très souvent sur cette idée d'une Alliance qui, selon les Américains, pourrait devenir « globale », s'élargir à toutes les grandes démocraties. Or l'article 10 du traité de Washington prévoit que l'OTAN ne peut s'élargir qu'à des pays européens. Ce n'est donc pas demain, ni même après-demain, qu'un pays pourrait suggérer d'accueillir le Japon ou l'Australie dans l'OTAN.

Cinquième défi : la gestion des défenses antimissiles. Cette question fait ■ ■ ■

■■■ désormais partie du menu de l'Alliance. Il s'agira de déployer des moyens raisonnables, et surtout à un coût raisonnable – la nouvelle administration américaine a trouvé sur ce point l'expression appropriée – sans pour autant – et la gestion politique devra être faite tout en finesse – donner à la Russie de faux prétextes pour des initiatives stratégiques malvenues.

Sixième défi – lié au précédent, même si cette dimension est beaucoup moins importante qu'elle ne l'était pendant la Guerre froide : la question nucléaire. Il s'agira de maintenir une dissuasion élargie crédible aux yeux de ceux de nos alliés et partenaires qui se sentent menacés, ou potentiellement menacés. Je pense à des pays tels que la Turquie ou la Pologne, mais aussi à d'autres. Mais nombre de pays seront davantage enclins que par le passé à envisager la disparition de toute présence nucléaire en Europe, pour des raisons qui tiennent à la fois au contexte du désarmement et de la non-prolifération – la conférence du Traité de non-prolifération de 2010 bien sûr – mais aussi au futur déploiement probable de défenses antimissiles balistiques. Après tout, certains gouvernements pourraient considérer ne plus avoir besoin du nucléaire s'ils disposent d'une défense antimissiles. Il faudra ici aussi gérer la question avec des critères de coût-efficacité, puisque la composante nucléaire aéroportée de l'OTAN n'est pas éternelle, loin de là. Le problème de son renouvellement pourrait en effet se poser à partir de la fin des années 2010, un petit peu plus loin pour ce qui concerne les armes elles-mêmes.

Enfin le dernier défi, mais non le moindre, est celui de l'articulation entre PESD et OTAN. Il s'agira, et nous serons nombreux à être d'accord, de faire une place, sa place naturelle, à l'Europe, sans duplications inutiles. Cela signifie aussi que certaines duplications peuvent être utiles.

Voilà donc le menu, à mon sens, pour les dix prochaines années à l'OTAN. Pour reprendre une expression chère à Jean-Claude Mallet, « ça ne va pas être de la tarte ». Evidemment, je n'ai pas parlé des « nouvelles nouvelles » missions. Il y a celles que M. de Hoop Scheffer a envisagées tout à l'heure et il m'a, à ce sujet rassuré. Car la tendance naturelle d'une organisation comme l'OTAN est d'empiler, d'accumuler de plus en plus de missions. Mais

il a parlé de voir où l'OTAN pouvait avoir une plus-value, une valeur ajoutée. Ce sont des mots que je considère rassurants. Je trouverais en tout cas normal que l'OTAN adopte le principe sain de la « subsidiarité » : l'OTAN assure une mission quand elle peut faire mieux que d'autres organisations.

Il y a exactement dix ans, en 1999, j'avais écrit un petit article intitulé « L'OTAN existera-t-elle encore en 2009 ? », et j'y avais listé à l'époque tous les facteurs qui me semblaient pouvoir faire un pronostic pessimiste sur l'avenir de l'OTAN. Je reconnais volontiers que mes doutes se sont révélés largement infondés, et que si je devais aujourd'hui le même genre de papier, je dirais que l'OTAN a de bonnes chances, de très bonnes chances même, d'exister encore en 2019. Mais il faudra pour cela qu'elle soit prête à s'adapter en permanence, ce qui n'est pas toujours facile pour une organisation parfois lourde et souvent très bureaucratique. D'autant plus que dans les dix prochaines années, si – comme je le pense – le Livre blanc français sur la défense et la sécurité a raison, nous devons nous préparer à la surprise stratégique, et par définition, le propre de cette surprise sera de nous surprendre. Merci beaucoup ■

WWW.FRSTRATEGIE.ORG